

Sept hommes ont été condamnés mercredi à la prison à vie pour des agressions sexuelles dans un verdict sans précédent en Egypte où les autorités se disent déterminées à lutter contre la fléau de la violence sexuelle dont la quasi-totalité des femmes s'estiment victimes.

Ce phénomène s'est largement aggravé depuis la révolte de 2011 qui a chassé Hosni Moubarak du pouvoir, des dizaines de femmes égyptiennes et étrangères ayant été prises pour cibles dans des rassemblements, notamment sur l'emblématique place Tahrir au Caire.

Outre les sept condamnations à la prison à vie -- qui correspondent en fait en Egypte à une peine de 25 ans--, le tribunal a infligé à deux autres accusés 20 ans de détention.

Ces neuf hommes étaient jugés pour enlèvement, viol, agression sexuelle, tentative de meurtre et torture sur plusieurs femmes les 3 et 8 juin, lors de manifestations à Tahrir célébrant l'élection du président Abdel Fattah al-Sissi, et le 25 janvier 2013, à l'occasion du 2e anniversaire de la révolution de 2011.

Les condamnés seront également placés sous surveillance policière pendant une période de cinq ans après avoir purgé leur peine.

Selon le bureau du procureur, le 3 juin, "deux groupes de criminels sont allés sur la place (Tahrir) et ont attrapé une femme et sa fille. Ils ont emmené la femme vers une mosquée non loin, où elle a été attaquée et déshabillée. Puis ils l'ont battue, et quand elle a tenté de s'échapper, de l'eau bouillante lui a été jetée dessus, la blessant grièvement. Les agresseurs l'ont encerclée et l'ont attaquée sexuellement jusqu'à l'arrivée de la police".

Cinq jours plus tard, plusieurs femmes âgées de 17 à 42 ans ont été attaquées par le même groupe d'hommes. "Ils les ont séparées, puis les ont attaquées et battues, et ont même menacé d'enlever les enfants de l'une d'entre elles", a expliqué le bureau du procureur.

- 99% des femmes agressées -

Des militants n'ont eu cesse de dénoncer l'insuffisance des mesures prises par les autorités contre ces violences endémiques dont 99% des femmes affirment avoir été victimes, qu'elles soient vêtues "à l'occidentale" ou voilées, selon une étude de l'ONU parue en 2013.

Selon les militants, environ 250 cas de harcèlements, d'agressions sexuelles ou de viols sous la menace d'armes ont ainsi eu lieu lors de manifestations au Caire, entre novembre 2012 et juin 2013.

Le fléau, quasiment jamais puni, avait été médiatisé après plusieurs cas de journalistes, notamment étrangères, victimes d'agression et parfois de viols.

Les dénonciations ont pris de l'ampleur avec la diffusion en juin sur internet d'une vidéo montrant une étudiante agressée sur la place Tahrir pendant les célébrations d'investiture du président Sissi.

Ces images, qui semblent avoir été filmées avec un téléphone portable et ont déclenché un tollé dans le pays et à l'étranger, montrent une jeune femme nue portant des traces de sang et des ecchymoses, escortée par des policiers, alors que des dizaines d'hommes continuent à se masser autour d'elle.

Devant le scandale, les autorités se sont engagées à appliquer avec fermeté la loi, le pays venant d'adopter sa toute première législation punissant spécifiquement le harcèlement sexuel, avec une série de sanctions allant de l'amende à la prison ferme.

Fathi Farid, du groupe "I saw Harassment" (J'ai vu du harcèlement), a souligné que le verdict du tribunal mercredi était "politisé, dans la mesure où l'Etat veut montrer qu'il est actif dans la lutte contre les violences sexuelles".

"Les femmes égyptiennes et le monde entier regardent ce que le président Sissi va faire pour stopper les violences sexuelles et le harcèlement", avait souligné l'ONG Human Rights Watch (HRW) le mois dernier.